

Le gouvernement à l'écoute des organismes

Une consultation pour faire face à la pauvreté et à l'exclusion sociale



par Marie-Ève Bourgoing-Alarie

Voir tous les articles de Marie-Ève Bourgoing-Alarie

Article mis en ligne le 21 septembre 2009 à 13:39

Soyez le premier à commenter cet article

Une cinquantaine d'organismes sociaux ont participé, aujourd'hui, à une consultation sur la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, prévue à l'occasion du Rendez-vous de la Solidarité. Les ministres Sam Hamad, du ministère de l'Emploi et de la Solidarité, Lise Thériault, déléguée aux Services sociaux, et Julie Boulet, responsable de la région et ministre des Transports, coprésidaient cette rencontre, en vue de préparer le prochain Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. «*Nous écoutons avec beaucoup d'ouverture les pistes de solution potentielles pour lutter contre la pauvreté*», a déclaré M. Hamad, en ajoutant que les organismes de la Mauricie ont «*la volonté ferme de s'en sortir rapidement et de créer et consolider des emplois*».

Quatre thèmes ont été discutés, mais ce qui ressort davantage de cette consultation est, dans un premier temps, la progression de la lutte contre la pauvreté. Un net progrès a d'ailleurs été constaté en ce qui concerne la situation des femmes monoparentales de la région. La coordination des gestes et actions des organismes régionaux a également retenu l'attention. «*Il est important que notre région reste mobilisée pour que les actions entreprises afin de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale portent fruit. Il s'agit d'une responsabilité que nous partageons toutes et tous*», a mentionné Julie Boulet.

La première partie du Plan de lutte contre la pauvreté a permis l'investissement de 4,5 milliards \$. «*La lutte est faisable, mais elle n'est pas terminée*», a souligné M. Hamad. Il a tenu à préciser que le déficit annoncé par le gouvernement libéral permettrait de protéger les organismes régionaux et qu'une telle décision est préférable à des coupures drastiques dans leurs subventions.



Jean-Paul Diamond, député de Maskinongé, Julie Boulet, ministre des Transports et ministre responsable de la région, Sam Hamad, ministre de l'Emploi et de la Solidarité, Lise Thériault, ministre déléguée aux Services sociaux, et Danielle St-Amand, députée de Trois-Rivières.

Photo, L'HEBDO JOURNAL